

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

23 MARS 1999

Projet de loi relative à l'éventuelle cession par la Société fédérale de participations de ses actions de l'Office central de crédit hypothécaire

Procédure d'évocation

RAPPORT

FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
PAR M. WEYTS

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DES FINANCES

Le ministre fait observer que tout au long de la discussion de ce projet au Parlement, le dossier de l'OCCH risque de se détériorer.

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Hatry, président; Ph. Charlier, Coene, Delcroix, Hotyat, Moens, Santkin, Van Wallendael, Mme Willame-Boonen et M. Weyts, rapporteur.
2. Membres suppléants : Mme Delcourt-Pêtre, M. Happart et Mme Merchiers.

Voir:

Documents du Sénat:

1-1205 - 1998/1999:

Nº 5: Texte amendé.

Nº 6: Projet réamendé par la Chambre des représentants.

Nº 7: Amendements.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1998-1999

23 MAART 1999

Wetsontwerp betreffende de mogelijke overdracht door de Federale Participatiemaatschappij van haar aandelen van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet

Evocatieprocedure

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN EN
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR DE HEER WEYTS

I. INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

De minister merkt op dat in de loop van de besprekking van dit ontwerp in het Parlement, de toestand van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet slechter dreigt te worden.

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Hatry, voorzitter; Ph. Charlier, Coene, Delcroix, Hotyat, Moens, Santkin, Van Wallendael, mevrouw Willame-Boonen en de heer Weyts, rapporteur.
2. Plaatsvervangers : mevrouw Delcourt-Pêtre, de heer Happart en mevrouw Merchiers.

Zie:

Gedr. St. van de Senaat:

1-1205 - 1998/1999:

Nº 5: Geamendeerde tekst.

Nº 6: Ontwerp opnieuw geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nº 7: Amendementen.

La chute des taux d'intérêt à long terme que l'on a pu observer ces derniers mois pose en effet des problèmes en ce qui concerne les prêts que l'OCCH a consentis par le passé. Nombre d'emprunteurs se montrent en effet disposés à payer l'indemnité contractuelle de remplacement afin de pouvoir rembourser anticipativement leur ancien prêt pour le remplacer par un nouveau (au taux actuel). Ils mettent dès lors les prêteurs (l'OCCH comme les autres organismes financiers) sous pression pour obtenir la révision à la baisse du taux d'intérêt contractuel.

Pour l'OCCH, qui a, à son tour, conclu des contrats à long terme sans possibilité de révision du taux d'intérêt pour financer ces prêts, ces anciens prêts sont de ce fait devenus déficitaires (solde négatif d'environ 0,60 %). Cet élément supplémentaire du passif entrave la cession de l'OCCH souhaitée par le gouvernement.

Le ministre souligne que l'organisme financier en question dispose en outre d'un «nouveau» portefeuille de prêts qui lui procure des bénéfices. L'OCCH détient d'ailleurs une part de marché de 6 % en ce qui concerne les prêts hypothécaires, ce qui n'est pas négligeable pour des candidats repreneurs.

Les deux amendements présentés par le gouvernement à la Chambre des représentants ont pour objet de donner au gouvernement une marge de négociation aussi large que possible en ménageant la possibilité non seulement de procéder à une augmentation de capital (conditionnelle), mais aussi de scinder l'OCCH en des unités rentables et des unités éventuellement déficitaires.

Le ministre ajoute que les pouvoirs que demande le gouvernement correspondent exactement à ceux qui avaient été donnés précédemment au Roi lorsqu'il s'agissait de réaliser la première tranche de la CGER.

II. DISCUSSION GÉNÉRALE

Un commissaire regrette que l'amendement n° 3 de M. Tavernier (doc. Chambre n° 1748/5-97/98, p. 3) n'ait pas été adopté. Il en résulte que l'article 6 prévoit toujours que le ministre des Finances fait rapport à la seule Chambre des représentants et non au Sénat sur les cessions visées à l'article 2 et les mesures prises en vertu de l'article 4.

L'intervenant annonce un amendement pour y remédier.

Le commissaire compare l'introduction du ministre à une demande de concordat judiciaire. La dégradation de la situation à l'OCCH est telle qu'à tout moment, si l'OCCH n'était pas une entreprise de type

De tijdens de voorbije maanden opgetreden forse daling van de rentevoeten op lange termijn schept immers problemen voor de leningen die het CBHK in het verleden heeft afgesloten. Vele leningnemers tonen zich immers graag bereid de contractueel bepaalde wederbeleggingsvergoeding te betalen om hun oude lening vervroegd terug te betalen en ze vervolgens door een nieuwe (tegen de huidige rentevoet) te vervangen. Zij zetten zodoende de leninggevers (het CBHK zowel als de andere financiële instellingen) onder druk om de contractuele rentevoet naar beneden te herzien.

Voor het CBHK, dat op zijn beurt, voor de financiering van deze leningen contracten op lange termijn zonder mogelijkheid tot herziening van de rentevoet heeft afgesloten, zijn deze oude leningen daardoor thans verlieslatend (een negatief resultaat van ongeveer 0,60 %). Dit bijkomend element van het passief bemoeilijkt de door de regering gewenste overdracht van het CBHK.

De minister beklemtoont dat de betrokken financiële instelling daarnaast een «nieuwe» leningportefeuille bezit die wel degelijk winst oplevert. Het CBHK heeft trouwens een marktaandeel van 6 % wat hypothecaire leningen betreft, wat voor potentiële overnemers niet onbelangrijk is.

De beide door de regering bij de Kamer ingediende amendementen strekken ertoe de onderhandelingsruimte voor de regering zo breed mogelijk te maken, waarbij zowel een (voorwaardelijke) kapitaalsverhoging als een opsplitsing van het CBHK in winstgevende en potentieel verlieslatende eenheden tot de mogelijkheden behoren.

De minister voegt eraan toe dat de machting die de regering vraagt precies overeenstemt met de machting die eerder aan de Koning werd verleend toen de eerste schijf van de ASLK te gelde diende te worden gemaakt.

II. ALGEMENE BESPREKING

Een lid betreurt dat amendement nr. 3 van de heer Tavernier (Stuk Kamer, 1748/5-97/98, blz. 3) niet is aangenomen. Daaruit vloeit voort dat artikel 6 nog steeds bepaalt dat de minister van Financiën alleen aan de Kamer van volksvertegenwoordigers en niet aan de Senaat verslag uitbrengt over de in artikel 2 bedoelde overdrachten en de krachtens artikel 4 getroffen maatregelen.

Spreker kondigt een amendement aan om dit te wijzigen.

Het commissielid vergelijkt de inleiding van de minister met een aanvraag van gerechtelijk akkoord. De toestand waarin het CBHK verkeert is zo verslechterd dat, indien het CBHK geen openbare instelling

public, l'Office pourrait faire faillite. Le ministre est bien obligé d'envisager des remèdes de cheval pour éviter la catastrophe financière et sociale. En effet, le membre trouve exorbitant le nombre de fonctionnaires qui travaillent à l'OCCH. Il pensait que l'administrateur-délégué désigné il y a quelques années avait pris des précautions pour limiter le recrutement, d'une part, et pour faire partir des gens à la retraite, d'autre part. Il constate qu'au contraire, le nombre de cadres est toujours très lourd par rapport aux effectifs.

Le ministre précise que l'OCCH doit mener une activité qui est partout déficitaire à l'heure actuelle. Seulement, l'OCCH doit gérer cette situation avec des fonds propres extrêmement réduits.

L'OCCH est rentable actuellement, mais ce sont les taux pratiqués par ailleurs qui inquiètent le gouvernement en raison des remboursements anticipés qu'ils sont susceptibles de déclencher.

D'autre part, selon le management de la société, il n'est pas acquis que le nombre d'effectifs soit trop élevé par rapport au volume de crédits produits et gérés par l'OCCH.

Un autre membre déplore que les faits lui aient donné raison. Lorsqu'il a déclaré, au cours de la première discussion au Sénat, que la situation à l'OCCH n'était pas aussi rose qu'on le laissait entendre, le ministre s'était montré sceptique.

L'intervenant confirme qu'au vu de la gravité du dossier, il est nécessaire d'offrir un large éventail d'options et d'instruments à ceux qui mènent les négociations sur la cession de l'OCCH.

De plus, il est un fait qu'à l'approche de la dissolution des Chambres, le contexte politique devient difficile. Compte tenu de ces circonstances, il est d'autant plus capital d'exercer un contrôle sur les mesures qui auront été prises. L'absence de contrôle conduit souvent à des solutions excessives. C'est pourquoi la disposition en vertu de laquelle le ministre des Finances présenterait uniquement un rapport est manifestement insuffisante. Entre le début du mois de mai 1999 et la date de formation du nouveau gouvernement, il n'y aura pas de parlement à qui faire rapport. Durant cette période, il n'y aura plus aucun contrôle parlementaire.

L'intervenant estime qu'il faut, à tout le moins, que les cessions concernées et les mesures prises soient ratifiées après coup par le Parlement. Si la solution proposée est raisonnable, il n'y a aucun risque que le prochain parlement n'accepte pas cette solution. Il ne rejettéra la solution proposée que s'il y a d'autres solutions qui sont visiblement meilleures que celle retenue par le gouvernement.

was, het al failliet zou zijn gegaan. De minister is wel verplicht naar paardenmiddelen te zoeken om een financiële en sociale ramp te voorkomen. Het aantal personeelsleden dat bij het CBHK werkt, is volgens het lid immers reusachtig groot. Hij had gedacht dat de gedelegeerd bestuurder die enkele jaren geleden is aangewezen, maatregelen zou nemen om enerzijds aanwervingen te beperken en om anderzijds mensen vervroegd met pensioen te sturen. Hij stelt echter vast dat het aantal kaderleden nog steeds zeer groot is vergeleken met het totaal aantal personeelsleden.

De minister preciseert dat het CBHK een activiteit moet voeren die momenteel overal verlieslatend is, met dat verschil dat het CBHK deze situatie moet beheren met uiterst beperkte financiële middelen.

Het CBHK is momenteel rendabel, maar het zijn de tarieven die elders aangewend worden die de regering ongerust maken omwille van de vervroegde terugbetalingen die zij teweeg kunnen brengen.

Anderzijds is het volgens het management van de vennootschap niet verworven dat het aantal effectieven te hoog is in vergelijking met het volume aan de door het CBHK gegenereerde en beheerde kredieten.

Een volgend lid betreurt dat de feiten hem gelijk hebben gegeven. Toen hij bij de eerste besprekings in de Senaat aangaf dat de situatie bij het CBHK veel minder rooskleurig was dan aangegeven, werd dit nog door de minister in twijfel getrokken.

Spreker bevestigt dat de ernst van het dossier het noodzakelijk maakt een veelheid aan opties en instrumenten ter beschikking te houden van diegenen die de onderhandelingen over de verkoop van het CBHK voeren.

Bovendien is het zo dat de nakende ontbinding van het Parlement voor een politiek moeilijke omgeving zorgt. In deze omstandigheden is het des te belangrijker om controle uit te oefenen op de maatregelen die worden genomen. Afwezigheid van controle leidt vaak tot oplossingen die niet door de beugel kunnen. Vandaar is de bepaling dat de minister van Financiën enkel verslag zou uitbrengen duidelijk onvoldoende. Vanaf begin mei 1999 tot de vorming van een nieuwe regering is er trouwens geen parlement meer om verslag bij uit te brengen. Er is op dat ogenblik geen parlementaire controle meer.

Spreker is van oordeel dat de bedoelde overdrachten en getroffen maatregelen ten minste door het Parlement achteraf moeten worden bekrachtigd. Als de voorgestelde oplossing redelijk is, bestaat er geen enkel risico dat het Parlement in zijn volgende samenstelling deze oplossing niet zou aanvaarden. Het Parlement zou dit enkel doen wanneer alternatieve oplossingen bestaan die duidelijk beter zijn dan de oplossing die door de regering werd weerhouden.

Dans sa rédaction actuelle, le projet donne au pouvoir exécutif un blanc-seing lui permettant, durant l'intervalle entre les deux législatures, de faire ce qu'il veut de l'OCCH sans aucune possibilité de contrôle ou de sanction. Cela augmente le risque d'erreur alors même qu'il convient d'éviter à tout prix de faire les mauvais choix. Ce risque est loin d'être imaginaire.

L'intervenant annonce dès lors qu'il déposera un amendement dans ce sens.

Un autre commissaire rejoint pleinement le préminent sur le plan des principes. Il est évident que le Parlement doit assumer ses responsabilités dans toute la mesure du possible. Cependant, si ce projet était amendé de manière à ce que toutes les mesures à prendre doivent être ratifiées par la Chambre et par le Sénat, cette ratification constituerait un obstacle supplémentaire pour tout repreneur potentiel. Or, le dossier est déjà suffisamment complexe. L'intervenant peut donc se satisfaire de la solution prévoyant que le ministre des Finances fait rapport aux deux Chambres.

Un autre intervenant se rallie aux propos du préminent. Les ministres compétents ont sa confiance; il estime donc qu'une ratification ne s'impose pas.

Un autre membre estime cependant que si des dispositions légales sont modifiées ou abrogées en application de l'article 4, il est logique que le législateur confirme la chose *a posteriori*. L'intervenant considère également qu'il est inutile de faire confirmer par une loi certaines mesures d'ordre pratique destinées à faciliter la reprise et qui ne sont pas ou qui ne doivent pas être réglées par la loi.

Het ontwerp zoals het voorligt geeft de uitvoerende macht een blanco cheque om tussen twee legislaturen met het CBHK te doen wat ze wil zonder dat ook maar enige controle of sanctie mogelijk is. Dit verhoogt het risico op verkeerde beslissingen die ten alle prijze moeten worden vermeden. Dit risico is zeker niet denkbeeldig.

Spreker kondigt dan ook een amendement in die zin aan.

Een ander commissielid gaat volledig akkoord met de vorige spreker wat het principe betreft. Het is evident dat het Parlement zoveel mogelijk zelf zijn verantwoordelijkheid moet opnemen. Wanneer evenwel dit ontwerp zou worden geadviseerd om alle te nemen maatregelen door Kamer en Senaat te laten bekraftigen, dan wordt iedere potentiële overnemer nog een bijkomende hinderpaal in de weg gelegd. Het dossier ligt zo al moeilijk genoeg. Het commissielid kan hier vrede nemen met de regeling waarbij de minister van Financiën in beide Kamers verslag uitbrengt.

Een volgende spreker is het met voorgaande spreker eens. Hij heeft vertrouwen in de bevoegde ministers en meent dat een bekraftiging niet noodzakelijk is.

Een ander lid meent evenwel dat indien ten gevolge artikel 4 wettelijke bepalingen worden gewijzigd of opgeheven, het logisch is dat die nadien door de wetgever zouden worden bekraftigd. Voor bepaalde praktische maatregelen die de overname vergemakkelijken en niet bij wet zijn of moeten worden geregeld, lijkt het spreker onnodig die bij wet te laten bekraftigen.

III. DISCUSSION DES AMENDEMENTS

À l'article 4, deux amendements sont déposés:

M. Coene dépose son amendement n° 1, libellé comme suit:

«Compléter cet article par un alinéa rédigé comme suit:

«Le ministre des Finances dépose, dans les six mois de l'adoption des arrêtés visés à l'alinéa précédent, un projet de loi visant à la confirmation des décisions de modification ou d'abrogation de ces dispositions légales par lesdits arrêtés.»

III. BESPREKING VAN DE AMENDEMENTEN

Op artikel 4 worden twee amendementen ingediend:

De heer Coene dient amendement nr. 1 in, luidende:

«Dit artikel aanvullen met het volgende lid:

«De minister van Financiën legt binnen de 6 maanden na de goedkeuring van de in het vorige lid bedoelde besluiten een wetsontwerp neer om de door deze besluiten gewijzigde of opgeheven wettelijke bepalingen te bekraftigen.»

Justification

En fait, le présent projet confère au gouvernement une délégation de pouvoir lourde de conséquences. Pour permettre au Parlement d'exercer son contrôle, il est essentiel que les décisions prises soient confirmées par la loi.

M. Hatry introduit l'amendement n° 2 suivant :

« Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« Le ministre des Finances fait rapport aux Chambres législatives sur les cessions visées à l'article 2 et les mesures prises en vertu de l'alinéa premier. »

Le ministre fait observer que toute clause restrictive et donc *a fortiori* toute clause qui amènerait à ajouter une condition suspensive (l'approbation par les Chambre législatives) comporte deux inconvénients.

D'abord, il ne faut pas s'imaginer qu'il y a toute une série d'acquéreurs qui se présenteront. Par conséquent, toute condition supplémentaire fait que l'acquéreur potentiel est confronté à un risque. Face à ce risque, soit il décroche, soit il le fait payer en abaissant son prix.

Deuxièmement, toute perte de temps risque de mettre en péril les atouts dont dispose encore l'OCCH.

La solution la plus simple serait de renoncer à la cession.

Toutefois, le ministre essaie de trouver des solutions ingénieruses qui permettent de ne pas aboutir à cette solution. À cette fin, il faut donner le maximum de liberté d'action à celui qui est en négociation. S'il échoue, cela engage sa responsabilité politique.

Un commissaire fait valoir que c'est l'État belge, via la Société fédérale de Participation, qui est indirectement l'actionnaire à 100 % de l'OCCH. Les effectifs de cet organisme sont certainement trop nombreux. Par rapport aux pertes qu'occasionnent à l'heure actuelle le dysfonctionnement entre les intérêts débiteurs (les intérêts sur le financement de l'OCCH) et les intérêts créditeurs (les taux des crédits hypothécaires accordés), probablement le coût salarial ne constitue pas l'élément principal de la perte. N'empêche que la Société fédérale de Participation devrait veiller à ce qu'un organisme dans une situation financière difficile soit géré de façon rationnelle. On pourrait par exemple ne pas remplacer les collaborateurs qui prennent leur pension. On pourrait aussi diminuer le nombre de bureaux, etc.

Le ministre rappelle que, selon le management de l'OCCH, le nombre d'effectifs n'est pas exorbitant.

Verantwoording

In feit geeft dit ontwerp verregaande volmachten aan de regering. Om enige controle mogelijk te maken vanuit het Parlement is het essentieel dat de beslissingen die genomen worden bij wet zouden worden bekrachtigd.

De heer Hatry dient het volgende amendement nr. 2 in :

« Dit artikel aanvullen met het volgende lid :

« De minister van Financiën brengt bij de Wetgevende Kamers verslag uit over de in artikel 2 bedoelde overdrachten en de krachtens het eerste lid getroffen maatregelen. »

De minister merkt op dat aan elk beperkend beding en dus *a fortiori* aan elk beding dat ertoe sterkt een opschortende voorwaarde toe te voegen (de goedkeuring door de Wetgevende Kamers), twee nadelen verbonden zijn.

In eerste instantie moet men niet denken dat er tal van kopers zullen opdagen. Elke bijkomende voorwaarde schept door de potentiële koper met een bijkomend risico. Hierdoor kan de koper afhaken of het risico doen vergoeden via het betalen van een lagere prijs.

In tweede instantie dreigt elk tijdverlies de troeven waarover het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet alsnog beschikt in gevaar te brengen.

De eenvoudigste oplossing zou erin bestaan af te zien van de overdracht.

De minister zoekt evenwel spitsvondige oplossingen die hem in staat stellen een andere oplossing te kiezen. Daartoe moet hij kunnen beschikken over een maximale onderhandelingsruimte. Indien hij niet slaagt is hij daarvoor politiek verantwoordelijk.

Een lid merkt op dat de Belgische Staat via de Federale Participatiemaatschappij indirect voor 100 % aandeelhouder is van het CBHK. Het personeelsbestand van die instelling is ongetwijfeld te omvangrijk. Ten opzichte van de verliezen die thans veroorzaakt worden door het versturen van het evenwicht tussen de debetrente (intresten op de financiering aangegaan door het CBHK) en de creditrente (intrestvoeten van de toestane hypothecaire kredieten) vormen de loonkosten wellicht niet de hoofdbrok van het verlies. Dit belet niet dat de Federale Participatiemaatschappij er moet op toezien dat een instelling die in een moeilijke financiële toestand verkeert op rationele wijze wordt beheerd. Men zou bijvoorbeeld kunnen overwegen de medewerkers die met pensioen gaan, niet te vervangen. Men zou ook het aantal kantoren kunnen verminderen, enz.

De minister herhaalt dat het aantal werknemers volgens het management van het CBHK niet overdre-

Quoi qu'il en soit, dans tout le secteur financier, la gestion des départs est un problème important. Une banque a expliqué au ministre que chaque prépension qui, il y a 5 ans, lui coûtait aux environs de 3 millions de francs, lui coûte maintenant 8,5 millions de francs. Par conséquent, cette banque ne peut pas réduire son personnel comme elle le voudrait.

Une opération comme celle menée à la CGER il y a quelques années, où le personnel a été réduit de 4 000 personnes et où simultanément 2 000 personnes ayant une meilleure formation ont été engagées, ne peut se faire que dans des périodes porteuses.

Or, la difficulté de l'OCCH qui gère les départs naturels, est que l'utilisation de la voie prépension est très lourde et donc impossible à gérer. De plus, l'utilisation de licenciements secs est aussi quelque chose de difficile. Par conséquent, le ministre ne jette pas la pierre à l'OCCH sur ce plan. D'autant plus que, dans le même temps, il faut reconnaître que l'activité commerciale s'améliore, entre autres par le fait que le personnel y croit, ce qui constitue un élément de valeur.

Le ministre explique que la situation actuelle a empiré vraiment à cause d'un seul élément. L'OCCH a un passif à long terme de 110 milliards de francs qui a été souscrit à 8 % et ne dispose que de 40 milliards de francs de moyens financiers à court terme. En contrepartie, son rendement moyen actuel est de 7,40 %. Dans le passé (entre 1992 et 1995) on a commis l'erreur d'emprunter massivement à long terme à taux fixe, contrairement à toutes les autres institutions financières, pour prêter en crédits hypothécaires. Depuis lors, la politique est différente.

C'est le problème qui résulte de ce «mismatching» que l'on essaie maintenant de gérer. Ce problème rend l'OCCH particulièrement sensible au phénomène des remboursements anticipés. Un pourcent de remboursement par an coûte 60 millions de francs à l'OCCH. Dans l'hypothèse où il y aurait 10 % de remboursements anticipés, cela coûterait 600 millions de francs à la banque. Or, 600 millions correspondent exactement à la situation actuelle de rendement.

Il n'y a pas de problème de trésorerie. La trésorerie n'a jamais été aussi bonne puisque les remboursements anticipés affluent.

Le ministre fait appel à la commission pour qu'elle lui laisse assumer pleinement les responsabilités de l'actionnaire principal.

Le préopinant a l'impression qu'emprunter en devises dont le cours va monter est une spécialité belge. Ainsi, les communes de Forest et d'Ixelles en avaient fait autant. Il est évident que s'engager à taux

ven is. Wat er ook van zij, de hele financiële sector kampt met het probleem van de afvloeien. Volgens één bank, aldus de minister, is het zo dat elk brugpensioen dat de bank vijf jaar geleden 3 miljoen frank kostte, haar nu 8,5 miljoen frank kost. Bijgevolg kan die bank haar personeelsbestand niet inkrimpen zoals zij had gewenst.

Een operatie zoals bij de ASLK enkele jaren geleden, waarbij het personeelsbestand verminderd werd met 4 000 mensen en waarbij terzelfder tijd 2 000 mensen met een betere opleiding werden aangeworven, kan alleen in voorspoedige periodes.

De moeilijkheid voor het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet, dat aan natuurlijke afvloeien de voorkeur geeft, is de zeer zware kostprijs van de brugpensioenen. Die last kan het CBHK niet dragen. Daarenboven is het ook moeilijk over te gaan tot naakte ontslagen. Bijgevolg wil de minister dit plan niet kraken, vooral niet omdat men moet erkennen dat de handelsresultaten verbeteren. Het personeel gelooft erin, wat ongetwijfeld een positieve zaak is.

De minister legt uit dat de verslechtering van de toestand werkelijk te wijten is aan één enkel feit. Het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet is voor 110 miljard verbintenissen aangegaan op lange termijn tegen 8 % en beschikt over 40 miljard frank financiële middelen op korte termijn. Daar staat tegenover dat het huidig gemiddeld rendement op de kredieten die het verstrekt, 7,40 % bedraagt. In het verleden (tussen 1992 en 1995) werd de vergissing begaan dat om hypothecaire kredieten te verstrekken, er ontleend werd op lange termijn tegen een vaste rente, wat in strijd was met wat alle andere financiële instellingen deden. Tegenwoordig wordt een ander beleid gevoerd.

Men probeert nu greep te krijgen op de problemen die het gevolg zijn van deze «mismatching» en die het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet bijzonder gevoelig maken voor het fenomeen van de vervroegde terugbetalingen. Één procent vervroegde terugbetalingen per jaar kost het CBHK 60 miljoen frank. Tien procent vervroegde terugbetalingen zouden de bank 600 miljoen frank kosten. Zeshonderd miljoen stemt echter precies overeen met de huidige rendementsituatie.

Er zijn geen liquiditeitsproblemen. De liquiditeit is nooit zo goed geweest aangezien er heel wat vervroegde terugbetalingen zijn.

De minister vraagt de commissie dat zij hem de kans geeft zijn verantwoordelijkheid van hoofdaandeelhouder ten volle te dragen.

De vorige spreker heeft de indruk dat ontlenen in deviezen waarvan de koers zal stijgen, een Belgische specialiteit geworden is. Ook de gemeenten Vorst en Elsene hebben dat gedaan. Het is duidelijk dat verbin-

fixe alors que dans le secteur ce n'est pas l'usage, témoigne d'une gestion imprudente.

Le ministre souligne que pour cette raison, en ce qui concerne la gestion de la dette publique, ses directives générales de cette année prévoient que cette dette doit être libellée à 96,5 % en euro.

Un membre comprend la logique suivie par le ministre pour tenter de résoudre les problèmes. Ce qu'il demande ici, à savoir la confirmation *a posteriori* des décisions prises, ne s'écarte cependant pas de la pratique qui a cours dans les entreprises du secteur privé. Lorsque l'on négocie un dossier de reprise, les intéressés doivent également obtenir l'accord du conseil d'administration et/ou de l'assemblée générale sur les conditions obtenues. Ce n'est qu'une fois cet accord donné que le marché peut être conclu. Cette possibilité de contrôle par le Parlement garantit que le ministre fera preuve de la discipline nécessaire pour mener ce dossier à bien.

IV. VOTES

L'amendement n° 1 de M. Coene est rejeté à la parité: 4 voix contre 4.

L'amendement n° 2 de M. Harty est adopté par 6 voix contre 2.

L'ensemble du projet, tel qu'amendé, a été adopté par 7 voix contre 1.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité des 8 membres présents.

Le rapporteur,
Johan WEYTS.

Le président,
Paul HATRY.

*
* *

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION DES FINANCES ET DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

*
* *

Voir le doc. n° 1-1205/9

tenissen aangaan tegen een vaste rente terwijl zoets in de sector niet gebruikelijk is, van een onvoorzichtig beheer getuigt.

De minister onderstreept dat zijn algemene richtlijnen voor dit jaar met betrekking tot het beheer van de overheidsschuld precies daarom bepalen dat die schuld voor 96,5% in euro moet zijn aangegaan.

Een lid begrijpt de logica die de minister hanteert in zijn poging om de problemen op te lossen. Wat spreker hier vraagt, met name de bekraftiging *a posteriori* van de genomen beslissingen, wijkt echter niet af van wat in de privé-ondernemingen gebeurt. Wanneer in deze ondernemingen een overnamedossier wordt onderhandeld, dienen de betrokkenen ook de goedkeuring van de raad van bestuur en/of van de algemene vergadering te bekomen met betrekking tot de bekomen voorwaarden. Pas wanneer dat gebeurt, kan de deal worden gesloten. Deze controlemogelijkheid voor het Parlement moet de garantie bieden voor de nodige zelfdiscipline die de minister moet opprennen om dit dossier tot een goed einde te brengen.

IV. STEMMINGEN

Amendement nr. 1 van de heer Coene wordt met staking van stemmen verworpen: 4 stemmen tegen 4.

Amendement nr. 2 van de heer Harty wordt met 6 tegen 2 stemmen aangenomen.

Het aldus gemaandeerde ontwerp wordt aangenomen met 7 stemmen tegen 1 stem.

Dit verslag is eenparig goedgekeurd door de 8 aanwezige leden.

De rapporteur,
Johan WEYTS.

De voorzitter,
Paul HATRY.

*
* *

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN ENDE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN

*
* *

Zie Gedr. St. nr. 1-1205/9